

L'écrtage des congés
repoussé d'un an :
C'est reculer pour
mieux flexibiliser

l'étincelle*

Renault veut des accords
compétitivité locaux :
Gare au dernier de
la classe...

Technocentre Renault Guyancourt pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 24 septembre 2019

Faisons-les battre en retraite

À Paris samedi dernier, le gouvernement a sorti l'artillerie lourde : 7500 policiers et gendarmes mobilisés, contrôles de police au moindre rassemblement de 10 personnes, 163 interpellations, etc. Pas de doute, il fallait éviter que la nouvelle journée de mobilisation appelée par les Gilets Jaunes et les marches pour le climat ne fassent le plein. Ce qui n'a pas empêché des milliers manifestants de défilé, à Paris et partout en France.

C'est que Macron est dans une posture délicate. Après avoir fanfaronné pendant l'été qu'il s'apprêtait à lancer une nouvelle attaque avec la réforme des retraites, il semble se rendre compte que la contestation pourrait facilement reprendre sur les braises encore chaudes des Gilets Jaunes.

Le gouvernement déclare désormais vouloir se « concerter avec les partenaires sociaux ». C'est-à-dire, gagner du temps en mettant en scène une discussion bidon alors que les principales mesures ont déjà été annoncées.

Baisser nos pensions

Voilà plus de 25 ans que les gouvernements successifs, de gauche ou de droite, s'en prennent aux retraites avec la même logique : l'obligation de travailler plus pour des pensions moins avantageuses. Pas moins de 6 réformes se sont ainsi succédé, tantôt contre les salariés du privé, tantôt contre celles de la fonction publique, une autre encore contre les « régimes spéciaux ».

Cette fois-ci, Macron se fait fort, sous prétexte d'« équité », d'attaquer tout le monde à la fois. D'abord, par une diminution des pensions, en calculant les retraites non plus sur la base des 25 dernières années ou des 6 derniers mois pour les fonctionnaires, mais sur l'ensemble de la carrière, ce qui aura pour effet immédiat de baisser les revenus, pourtant déjà maigres, de beaucoup de personnes âgées.

Pour trimer plus longtemps ?

Ensuite, en nous faisant travailler plus longtemps avec un « âge pivot » fixé à 64 ans, ou en augmentant encore la durée de cotisation. Une disposition qui ignore le fait que dans de nombreux métiers, le corps est trop cassé après 60 ou 65 ans pour continuer, et que partout les patrons rechignent

à embaucher des seniors. De la sorte, très peu pourront obtenir des pensions à taux plein. Comble du cynisme, le gouvernement anticipe la montée de la pauvreté chez les retraités et prévoit donc qu'il sera possible de cumuler retraite et activité. Et on devrait dire merci de pouvoir trimer jusqu'à 80 ans pour finir nos fins de mois ?

Spéculer sur notre dos !

Pourquoi une telle réforme ? Les caisses de l'assurance vieillesse ne sont pourtant pas déficitaires, comme le reconnaît lui-même J.P. Delevoye. En fait, le véritable but du gouvernement n'est pas de sauver le régime des retraites. Il y aurait des solutions bien plus efficaces pour ça : embaucher massivement les chômeurs, augmenter tous les salaires de 300 euros comme le réclament les urgentistes depuis des mois, prendre sur les profits, etc.

La réforme ne vise qu'à transformer le régime général des retraites en un système au rabais, pour que se développent à côté des retraites complémentaires individualisées aux mains des assurances privées, une nouvelle manne de profits pour les spéculateurs.

Tous dans la rue le mardi 24 septembre !

Il y a dix jours, les salariés de la RATP se sont mis massivement en grève contre cette réforme, suivis la semaine dernière par d'autres professions (avocats, médecins...).

Mardi 24 septembre, la CGT et Solidaires appellent à faire grève et manifester également. Après la réussite du 13 septembre à la RATP, cette deuxième journée de grève doit être un succès pour encourager les salariés à se battre tous ensemble et faire remballer au gouvernement sa sale réforme.

Des compteurs à dormir debout

La direction vient de reporter l'écrtage des compteurs de congés du 31/12/2019 au 31/12/2020 (Compteurs Temps Individuels écrtés à 15 jours, bascule des Compteurs Temps Collectifs supérieurs à 10 jours dans le CTI puis remise à zéro des CTC). Un cadeau ? Pas vraiment. Dans les secteurs en surcharge, la direction préfère que les salariés ne posent pas de congés pour éviter l'écrtage. En usine, elle veut garder les CTC pour imposer des jours non travaillés. Les salariés doivent ensuite rendre ces jours (ex : le samedi) tant que leur CTC est négatif. Ce report n'est donc pas pour les beaux yeux des salariés.

J'ai deux nouvelles ...

Avec l'Ingénierie qui passe à la méthode Agile, chacun ne devrait plus travailler que sur un seul projet. C'est plutôt une bonne nouvelle, sauf que cette réorganisation s'effectuera à effectif constant. Pour y arriver, la direction prévoit par exemple que les PFE et les PPC affectés désormais à un seul projet assureront plusieurs fonctions ou prestations au lieu d'une. Il y avait bien un loup.

Le grand bond en arrière

Avec la méthode Agile, les plateaux projets vont passer de 40 (ex : BJA) jusqu'à 200 personnes. C'est-à-dire comme c'était le cas auparavant. Disruptif !

Les rats d'hôtel

Certains chefs obsédés par les économies veulent limiter les nuits d'hôtels lors des déplacements. Ce qui revient à imposer des allers-retours dans la journée, d'autant plus fatigants et dangereux qu'il faudrait aussi éviter les péages d'autoroute. La sécurité des salariés ne va quand-même pas passer avant celle du Free Cash Flow et la prime du chef.

Toujours un métro de retard

La veille de la grève à la RATP, la direction du Technocentre a recommandé de privilégier le télétravail. Une possibilité dont ne bénéficient malheureusement toujours pas tous ceux qui travaillent en atelier et la plupart des prestataires, dont certains ont galéré pour venir au TCR vendredi 13. Et même pas un petit mot pour eux...

Changement de CAP

L'accord de compétitivité Renault CAP 2020, qui devait se terminer le 13 janvier 2020, vient d'être prolongé. La direction veut prendre le temps d'instaurer à la place des accords locaux sur le temps de travail. Michelin impose déjà des accords de compétitivité par site en échange d'affectation de volumes production ou d'études. Des méthodes que l'ex-PDG de Michelin s'empresse d'importer à Renault depuis qu'il en a pris la tête.

Odyssée : tout un périple

Le nouveau bâtiment du TCR, actuellement en travaux derrière le Design, vient d'être nommé « Odyssée ». En tout cas, ce ne sera pas l'odyssée de l'espace vu la réduction des espaces individuels de travail qui passeront, avec le e-TCR, de 8 à 5 m².

Ecologie buissonnière

Bolloré et Van den Acker ont présenté le nouveau SUV de Renault, Captur, au salon automobile de Francfort. Tandis qu'aux stands BMW et VW des militants de Greenpeace montaient sur des SUV pour dénoncer ces « tueurs de climat » et qu'à l'extérieur, 20 000 manifestants appelaient à une « révolution des transports »... Deux mondes à part.

Fiat Punto... finale

Au salon de Francfort, Bolloré a déclaré à la presse que Renault et Fiat, « c'est le passé. Nous ne parlons plus l'un avec l'autre. » La transparence n'étant pas l'apanage des grandes entreprises, il n'est pas sûr que ça fasse taire les rumeurs.

La régression digitale

A Renault Cergy, la Direction Logistique Pièces et Accessoires (DLPA) a mis en place fin juin un nouveau logiciel de gestion des stocks et des commandes appelé WMS. Mais en guise de « révolution digitale », la migration vers WMS a semé la pagaille et entraîne d'énormes retards dans la livraison des pièces de rechange. C'est la crise dans le réseau. La pression est mise sur les salariés, qui en plus des samedis et des dimanches travaillés, viennent d'apprendre la suspension des congés de fin d'année. Le modèle de la DPLA, c'est Amazon. Pour les conditions de travail, elle vient d'y arriver.

Quand sonne le Cléon

A Renault Cléon, la direction veut ouvrir une période de 6 mois pendant laquelle elle pourrait déclencher du chômage partiel secteur par secteur. Elle voudrait aussi négocier un accord local sur le temps de travail (comprendre : flexibilité). Hasard. Celle-ci invoque des problèmes d'approvisionnement dus aux fournisseurs. C'est pourtant la conséquence de sa politique à court terme : réduction des coûts, travail à flux tendu, externalisations à outrance, pression sur les fournisseurs... Et ce serait aux salariés de payer ?

La grève : GM un peu, beaucoup...

Après les sacrifices faits lors du dépôt de bilan de General Motors en 2009 (14 usines fermées, salaires et acquis sociaux rabotés...), les salariés en ont assez. Ils se sont mis en grève par dizaines de milliers, obligeant GM à stopper ses usines aux USA. Avec 35 milliards de dollars de bénéfices en trois ans, GM ne pourrait pas augmenter les salaires et embaucher ?!